

avancer le programme de développement du port de Churchill à une cadence plus rapide que ne le proposait le rapport?

**M. l'Orateur:** Le député est en train de présenter une instance, ce n'est guère une question.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA DEMANDE D'ENTRÉE DE LA GRANDE-BRETAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN—LE VOYAGE DU MINISTRE EN GRANDE-BRETAGNE

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Une question supplémentaire pour le premier ministre, monsieur l'Orateur. Lors de ses discussions avec le premier ministre de Grande-Bretagne, lui a-t-il signalé les résultats très graves que ne pourrait manquer d'avoir pour l'agriculture canadienne l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, à moins que l'on ne prenne, pour protéger l'agriculture canadienne—comme d'ailleurs celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande—des dispositions semblables à celle qu'avait acceptées le premier ministre McMillan du temps que j'étais premier ministre?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, nous avons bel et bien soulevé ce sujet général avec le premier ministre de Grande-Bretagne, et le ministre de l'Industrie et du Commerce m'a prêté un généreux concours. Nous avons longuement discuté du sujet et, au cours des entretiens, le premier ministre de Grande-Bretagne a dit qu'aucune garantie du genre n'avait été donnée lors de négociations antérieures avec le Marché commun.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, il y en a eu. Ces garanties sont d'ailleurs publiées en détail et les droits exprès ont été protégés.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais bien savoir où elles ont été publiées, car si elles n'étaient pas verbales, elles se trouvent peut-être dans quelque document et j'aimerais avoir la référence.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il vous suffit de consulter les dossiers. Ainsi donc l'agriculture canadienne sera sacrifiée.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA RÉGIE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC ET LA HAUSSE DES TAUX DE CAMIONNAGE

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre d'État

de Windsor-Ouest peut-il répondre à la question que je lui ai posée au début de la semaine, qui faisait d'ailleurs suite à une question adressée au ministre des Finances une semaine auparavant, quant à l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la hausse des taux de camionnage dans le Québec et l'Ontario. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une initiative quelconque à cet égard?

**L'hon. Herb Gray (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, je dois m'excuser auprès de mon honorable ami car je ne peux pas lui fournir ces renseignements maintenant, mais je lui donnerai une réponse lundi.

### LES TRANSPORTS

LES GRAINS—LE RETOUR DES ÉTATS-UNIS DES WAGONS COUVERTS CANADIENS

**M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au sympathique ministre des Transports. Mardi, alors qu'il était absent, son secrétaire parlementaire a tenu cette question pour préavis. Le ministre pourrait-il nous dire maintenant, à la suite des nouvelles émanant des États-Unis selon lesquelles l'énorme pénurie de wagons couverts à céréales dans ce pays aboutiront peut-être à l'adoption d'une mesure législative pour remédier à cet état de choses, s'il va prendre des mesures pour s'assurer que les wagons couverts canadiens actuellement utilisés aux États-Unis sont renvoyés au Canada dans le délai prescrit?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, j'ai des tas de chiffres sur la question des wagons couverts à l'heure actuelle et je les mettrai volontiers à la disposition du député. Je lui signale également que les entretiens réguliers avec les présidents des deux compagnies de chemins de fer vont se poursuivre. A l'exemple de mon collègue le ministre d'État, de Saskatoon-Humboldt, je tiens à insister sur l'importance du retour au pays d'autant de wagons que possible.

**M. Southam:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il songer à augmenter de façon appréciable le taux quotidien de location ou le droit de surestarie sur les wagons couverts canadiens utilisés aux États-Unis, pour accélérer le retour de notre matériel roulant?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, la question relève des autorités des chemins de fer au premier chef, mais j'en discuterai volontiers avec elles lors de nos prochains entretiens, qui se tiendront lundi ou mardi.